

JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ **Arrêté du 20 avril 2026 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l'avancement dans la fonction publique**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053975509>
- ✓ **Arrêté du 27 avril 2026 portant nomination (administration centrale) - GICQUEL**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053975809>
- ✓ **Arrêté du 29 avril 2026 portant nomination (administration centrale) - DE SAUSSURE**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053981843>
- ✓ **Arrêté du 29 avril 2026 portant nomination (administration centrale) - TREMOLIERE**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053981850>

ACTUALITÉS du ministère de la Justice



- ✓ **Un troisième plan ministériel pour Mayotte**
Suite au passage du cyclone Chido en décembre 2024, le ministère de la Justice s'est mobilisé pour garantir la continuité et la reconstruction des services implantés à Mayotte avec la mise en œuvre de deux premiers plans d'action. Un troisième plan d'action se décline tout au long de l'année 2026 pour assurer dans les meilleures conditions le service public de la Justice sur le territoire.
[Intranet Justice / Secrétariat Général / Un troisième plan ministériel pour Mayotte](#)
- ✓ **Statistiques Justice 2025**
[Références](#)

COUR des comptes



- ✓ **Le budget de l'État en 2025 - Résultats et gestion Rapport**

UNSA FONCTION PUBLIQUE



- ✓ **Les organisations syndicales demandent le retrait du projet de décret ASA pour négocier**

A la suite du vote unanime défavorable des organisations syndicales représentatives CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP en séance plénière du 8 avril dernier, le ministre de l'Action et des comptes publics reconvoque le Conseil Commun de la Fonction publique le 29 avril pour présenter à nouveau le projet de décret sur les autorisations spéciales d'absence (ASA).

[Les organisations syndicales demandent le retrait du projet de décret ASA pour négocier](#)



✓ Autorisation spéciale d'absence, un décret moins disant et indigne

Le gouvernement a décidé de valider le décret portant sur les ASA contre l'avis unanime des organisations syndicales.

[Autorisation spéciale d'absence, un décret moins disant et indigne](#)

AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE

Le gouvernement accorde de nouvelles concessions sur les autorisations spéciales d'absence

Lors d'un Conseil commun de la fonction publique (CCFP) entièrement dédié ce mercredi 29 avril aux autorisations spéciales d'absence (ASA), le gouvernement Lecornu a consenti de nouvelles

avancées, notamment sur les absences pour mariage ou Pacs et pour décès du conjoint. Cette nouvelle mouture n'a pourtant pas réussi à convaincre les syndicats qui ont unanimement rejeté le texte.

Le gouvernement propose de classer les ASA pour mariage ou PACS dans les autorisations de droit.

MANAGEMENT PAR LA PEUR

Management par la peur : faits répétés de management inapproprié et de comportements portant atteinte à la dignité de ses subordonnés

Le tribunal administratif de Montpellier a validé la sanction de révocation prononcée à l'encontre d'un cadre supérieur de La Poste pour des faits répétés de management inapproprié et de comportements portant atteinte à la

dignité de ses subordonnés. La juridiction a estimé que la gravité et la répétition des faits reprochés légitimaient l'application de la sanction la plus lourde du statut de la fonction publique. La révocation d'un directeur d'agence à Montpellier au sein de La Poste, a été validée par le tribunal administratif de Montpellier, le 31 mars 2026.

EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Emploi des personnes handicapées 2025

Pour la première fois, le taux d'emploi direct des agents en situation de handicap dans la fonction publique franchit le seuil légal des 6 %. Une avancée saluée par le gouvernement, mais qui masque des disparités persistantes entre versants et laisse entiers les défis d'une inclusion complète. L'administration entend désormais passer à la vitesse supérieure, avec une concertation syndicale engagée dès la semaine prochaine, le 6 mai.

Pour la première fois, le taux d'emploi direct des agents en situation de handicap dans la fonction publique dépasse le seuil

légal des 6 % en 2025, contre 3,55 % relevé il y a 20 ans. Cependant, des inégalités demeurent entre les versants avec un taux de 7,68 % pour la territoriale, 6,26 % pour l'hospitalière, tandis que l'État est le seul versant à rester en dessous du seuil légal des 6 %, à 5,28 %, bien qu'il affiche, l'année dernière, la plus forte hausse.

"Nous devons désormais consolider cette dynamique pour progresser dans chacun des versants de la fonction publique et garantir à chacun des parcours professionnels pleinement inclusifs", a notamment réagi le ministre de l'Action et des comptes publics David Amiel.

Texte source :
ACTEURS PUBLICS

« Soutenir et agir pour l'avenir ! »

